

N°289  
2€30

# BILLETS D'AFRIQUE

SEPTEMBRE 2019



MENSUEL D'INFORMATION SUR LA FRANÇAUFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

DE LA  
FRANÇALGÉRIE  
AU HIRAK

Algérie / Sharon Courtoux / Pierre Péan

## Bonnes résolutions de rentrée

Extrait du discours annuel du président Macron aux ambassadeurs (27/08) : « *Ne tombons pas dans le piège qui consisterait à faire de l'Afrique un théâtre d'influence. (...) Je crois très profondément que notre stratégie ne doit pas être une stratégie de part de marché et d'influence, d'hégémonie prédatrice (...). Non. Elle doit être de réinventer un partenariat parce que nous avons parfois fait des erreurs dans le passé.* » Notre bon président ne précise pas jusqu'à quelle période il faut remonter pour exhumer les traces de ce passé évidemment révolu. Au moins jusqu'au début de l'été dernier, quand des missiles français ont été retrouvés dans un camp militaire du maréchal Haftar en Libye?

## Politique de la «main tendue»

Alors que la dictature burundaise de Pierre Nkurunziza ne donne aucun signe d'ouverture (le chef de la milice Imbonerakure vient même d'être nommé à la tête des médias d'État) et que la Fédération internationale des ligue des droits de l'homme (FIDH) demande le renouvellement du mandat de la Commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur le Burundi en raison des exactions commises depuis 2015, qui pourraient être constitutives de « *crimes contre l'humanité* » (communiqué du 05/08), la décision de la France de renouer sa coopération militaire avec le pays (cf. *Billets d'Afrique* n°288, été 2019) n'en finit pas de susciter des protestations. « *En reprenant une coopération militaire, la France risque de donner plus de moyens au gouvernement burundais pour accentuer sa répression* », dénonce par exemple le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc, 25/07), qui réunit des organisations de la société civile de différents pays européens œuvrant dans la région des Grands-Lacs (*LeMonde.fr*, 30/07) « *La France est consciente qu'elle va ap-*

*puyer militairement un régime qui tue son peuple et elle est pressée à légitimer un processus électoral antidémocratique. La seule question est : qu'est-ce qui fait courir à Paris le risque de partager la responsabilité des crimes impliquant l'armée burundaise ?* », s'interroge aussi Pacifique Nininahazwe, un opposant en exil.

## Allégeance récompensée

« *Je dois compléter le président Macron par rapport à la question de Mayotte. Il a dit que Mayotte est française. Mais pour nous, Mayotte est comorienne (...)* », a rappelé pour la forme l'ancien putschiste et nouvel apprenti dictateur Azali Assoumani, en visite officielle en France (23/07). Mais, ajoutait-il un peu plus tard « *j'ai décidé d'arrêter les résolutions devant les Nations Unies pour reprendre le dialogue avec la France, en dépit du droit international qui est de notre côté (...) la France est un pays fort et nous ne sommes pas l'Algérie de l'indépendance pour oser affronter la France* » (*LaTribune.fr*, 01/08). Contrepartie manifeste, « *Emmanuel Macron et Azali Assoumani ont notamment annoncé la signature d'un accord-cadre destiné à soutenir le développement des Comores. Le texte prévoit une aide française à hauteur de 150 millions d'euros sur trois ans* » (*rfi.fr*, 23/07). Pour faire bonne mesure, trois prisonniers politiques comoriens initialement condamnés à la perpétuité par la cour de sûreté de l'État « *ont été totalement graciés le 8 août par décret, deux semaines après* » la signature de cet accord. (*Rfi.fr*, 12/08)

## L'envers du décor de Barkhane

L'affaire a défrayé la chronique au Mali : dans une interview à *Jeune Afrique* (30/06), le président IBK a révélé que les deux hélicoptères Puma « *acquis auprès de la France* » sont « *encore cloués au sol faute de maintenance appropriée* ». Son fils, Karim Keita, Président de la Commission Défense de l'Assemblée nationale malienne, en a rajouté une louche dans le cadre d'une conférence organisée par la Coordination des Élus Français d'Origine Malienne : « *Les hélicoptères que nous avons achetés ne peuvent plus voler, ça marchait au début mais vraisemblablement on a un problème d'entretien depuis l'achat, je me demande si, on n'a pas été floué à l'achat* » (*Bamada.net*, 17/07). Joël Meyer, l'ambas-

sadeur de France au Mali, s'est empressé de jouer sa partition : « *avant de passer la commande, les acheteurs étaient bien conscients qu'il s'agissait d'hélicoptères d'occasion avec tous les risques que cela comporte, y compris celui lié à la maintenance* » (*L'indépendant*, 25/07). Il n'est pas exclu que le régime Keita, qui semble battre des records en matière de corruption, ne tente avant tout de dissimuler sa propre impéritie. N'empêche que la déclaration de l'ambassadeur éclaire d'une lumière singulière les affirmations répétées des autorités françaises selon lesquelles « *notre seul but [avec l'opération Barkhane] est bien de rendre opérationnelles les forces armées locales pour permettre à ces États de retrouver les pleins moyens de leur souveraineté et restaurer la paix* » (Audition de Florence Parly, ministre des Armées, devant les parlementaires, 07/05).

## Secret défiance

Les journalistes de RFI ne lâchent pas l'affaire et continuent d'enquêter sur les circonstances de la mort de Ghislaine Dupont et Claude Verlon en novembre 2013 à Kidal. Le 22 juillet dernier, ils ont notamment révélé de nouveaux éléments qui viennent à nouveau contredire la version officielle de l'armée française. Selon, les informations qu'ils ont recueillies, la mort de leur deux collègues pris en otage était ainsi « *connue bien avant l'arrivée des blindés de la force Serval* ». Mais surtout, il semble désormais établi que les preneurs d'otage ont été pris en chasse par un hélicoptère des forces spéciales françaises, alors que, d'après la version officielle « *les militaires français "n'ont eu aucun contact visuel ou physique avec un véhicule en fuite", selon les mots employés le jour même par Gilles Jaron, porte-parole de l'état-major de l'armée.* » « *Les enquêteurs français identifieront plus tard une panne, qui aurait contraint les quatre jihadistes à s'enfuir et à laisser derrière eux les deux otages, après les avoir abattus. Les soldats français sont-ils arrivés avant ou après l'exécution de Ghislaine Dupont et Claude Verlon ? Ont-ils pu, d'une manière ou d'une autre, influencer le cours des événements jusqu'à l'issue fatale ?* », s'interrogent les enquêteurs de RFI qui rappellent que « *la déclassification de documents militaires secrets-défense, en 2016, s'est avérée très partielle* ». « *La culture du secret, propre aux armées en général et aux forces spéciales en particulier, est-elle la seule cause de ces silences ?* »



**Bulletin fondé en 1993 par** François-Xavier Verschave - **Directrice de la publication** Marie Bazin - **Directeurs de la rédaction** Mathieu Lopes, Thomas Noirot - **Comité de rédaction** R. Granvaud, D. Mauger, O. Tobner, Y. Thomas, R. Doridant, M. Bazin, P. Tétilion - **Ont contribué à ce numéro** T. Borrel, M. Rigouste, C. Savarit - **Image de Une** : Le drapeau d'Algérie peint sur un immeuble d'Annaba (Algérie), photo sous licence Creative Commons By-Sa Gwili - **Illustrations** John Beurk - **Édité par** Association Survie, 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris - **Tél.** (+33)9.53.14.49.74 - **Web** <http://survie.org> et <https://twitter.com/Survie> - **Commission paritaire** n°0221G87632 - **Dépôt légal** septembre 2019 - **ISSN** 2115-6336 - **Imprimé par** Imprimerie 3 A, 7 rue Marie Pia - 91480 Quincy-s-sénart

**S**'il ne fallait retenir qu'un seul mot d'ordre du Hirak, le mouvement populaire algérien en cours depuis 28 vendredi, ce serait sûrement *Yétnahaw ga3 !*, « Qu'ils dégagent tous ! », tant il résume la simplicité, la combativité et l'exigence de cette révolution. Tant que tous n'auront pas dégagés, le mouvement se poursuivra. Un point c'est tout. C'est autrement plus politique et combatif que ce que la plupart des médias ont présenté en relayant principalement le mot d'ordre *Silmiya*, « pacifique », et l'idée selon laquelle cette révolution serait inédite en Algérie de par son pacifisme.

L'histoire de l'Algérie est marquée par les luttes de son peuple pour la dignité et la liberté, que ce soit avant, pour, ou après l'indépendance, et la révolution actuelle n'en est qu'une nouvelle démonstration, renforcée et amplifiée par des décennies de répression et une interdiction de manifester en vigueur depuis 2001. Le cinéma documentaire algérien, à l'honneur lors du 42e festival de Douarnenez, montre ainsi très bien cette continuité des mouvements populaires, malgré la répression qui s'est abattue systématiquement sur eux et malgré la décennie noire des années 1990. Depuis la guerre de libération nationale, les Algérien.ne.s se sont mobilisé.e.s à de nombreuses reprises : le printemps berbère en 1980, les soulèvements d'octobre 1988, le printemps noir de 2001, ont particulièrement marqué l'histoire populaire jusqu'à aujourd'hui encore. En 2011, alors que l'Algérie était présentée par les médias comme étant passée à côté des « printemps arabes », de très nombreuses manifestations, émeutes, grèves, ont eu lieu dans tout le pays. Elles ont été tuées, se sont heurtées à un mur, mais elles ont bel et bien existé. Les très bons

documentaires *Avant de franchir la ligne d'horizon* de Habiba Djahnine, sur octobre 1988 et la décennie 1990, et *Fragments de rêve* de Bahia Bencheikh-El-Fegoun sur l'année 2011, donnent à voir et écouter ces mobilisations, tout aussi pacifiques.

Ainsi, ce que l'histoire des luttes précédentes éclaire, c'est que le mouvement de 2019 en est le prolongement, et que s'il faut y chercher un caractère inédit, c'est plutôt dans l'absence (apparente) de répression déployée par le pouvoir : c'est que la rue ait été plus forte par son nombre et ait pu cette fois s'imposer dans le rapport de force ; c'est que le régime militaire algérien ait été pris au dépourvu par ce tsunami humain et ait été empêché de tirer à balles

réelles sur la foule, contrairement à toutes les répressions précédentes (bien que d'autres violences policières aient visé les marches : gaz lacrymogène, matraquage...). C'est assez rare pour le faire remarquer, alors qu'au Soudan, quelques semaines auparavant, les forces de l'ordre ouvraient le feu sur les

manifestant.e.s, porteurs des mêmes aspirations que les Algérien.ne.s. Depuis, les Soudanais.es sont eux aussi parvenus à faire reculer le pouvoir en place, au prix de centaines de morts. En Algérie, la répression a réussi à se redéployer sous d'autres formes, notamment judiciaire, des dizaines de personnes ont été mises en prison, et les manifestations sont de plus en plus contrôlées. Preuve en est que lorsque la violence revient sur le devant de la scène, elle ne vient pas de la rue mais du pouvoir. Le régime n'a pas dit son dernier mot. Le Hirak non plus, tant qu'ils n'auront pas tous dégagés.

Marie Bazin

## QU'ILS DÉGAGENT TOUS!

## Sommaire

- 2** LES BRÈVES DE LA FRANÇAUFRIQUE
- 3** ÉDITO Qu'ils dégagent tous
- 4** ALGÉRIE «Tous ceux qui ont présidé au destin du pays depuis l'indépendance doivent partir »  
A l'occasion du 42e festival de cinéma de Douarnenez, consacré à l'Algérie, Billets d'Afrique a interviewé Sarah Haidar, écrivaine, journaliste, militante féministe et anarchiste.

- 7** ALGÉRIE Un régime françalgérien  
Lors de l'assemblée générale annuelle de Survie en mai 2019, l'association a sollicité le chercheur indépendant Mathieu Rigouste pour un éclairage des relations entre la France et l'Algérie, afin de mieux comprendre la situation actuelle du pays et le régime, construit lors de la guerre de décolonisation puis en interaction avec les réseaux français.
- 11** SHARON COURTOUX Une mémoire de l'association Survie s'éteint
- 12** PIERRE PÉAN Une vie en Françafrique

## ALGÉRIE

# « TOUS CEUX QUI ONT PRÉSIDÉ AU DESTIN DU PAYS DEPUIS L'INDÉPENDANCE DOIVENT PARTIR »

A l'occasion du 42e festival de cinéma de Douarnenez, consacré à l'Algérie, Billets d'Afrique a interviewé Sarah Haidar, écrivaine, journaliste, militante féministe et anarchiste, auteure de *La morsure du coquelicot*.



Manifestation contre le cinquième mandat de Bouteflika à Blida le 10 mars 2019. Photo Creative Commons By-Sa Fethi Hamlati.

**Le mouvement a commencé depuis plus de 6 mois, il a remporté plusieurs victoires, et les manifestations continuent tous les vendredis. A l'heure actuelle, quelles sont les revendications du mouvement et comment percevez-vous le rapport de force ?**

Le mouvement se poursuit pour une raison simple : les revendications principales n'ont pas été atteintes. Bien sûr il y a eu l'annulation du 5e mandat, la démission de Bouteflika, mais en fait les revendications ont évolué au fur et à mesure. Au début, les slogans scandés par les manifestant.e.s demandaient l'annulation de l'élection et le départ du président mais les Algérien.ne.s ne sont pas sortis que pour ça. Aujourd'hui ils ne demandent pas moins que le départ de toutes les figures du système et l'élaboration d'une transition où les Algérien.ne.s transformeront eux-mêmes le paysage politique en Algérie. Donc ça se complique parce que depuis 2 mois le chef d'Etat-major, Ahmed Gaid Salah, qui était ministre de la Défense sous Bouteflika pendant 20 ans, reprend les rênes du pouvoir. Bien sûr il met en place un gouvernement fantoche et un président ma-

riquette pour donner, comme ses prédécesseurs l'ont fait, cette façade civile au pouvoir en Algérie. Mais les Algérien.ne.s ne sont pas dupes et sont d'autant plus déterminés qu'ils sont traumatisés par la surpuissance des militaires dans le paysage politique. Il ne faut pas oublier que depuis la reprise du pouvoir par ce personnage, 60 personnes sont en prison pour des raisons diverses, arrêtées dans le cadre des manifestations, dont une vingtaine pour port du drapeau berbère. Le chef d'Etat-major veut absolument organiser des élections présidentielles dans les plus brefs délais. Pour cela il a installé une sorte de commission de dialogue afin de coopter certaines organisations de la société civile qui elles-mêmes veulent se placer dans le futur système. Mais chaque vendredi, quand les gens sortent dans la rue, ils expriment leur refus de cette commission, ils la délégitiment en quelque sorte, et ils revendiquent une réelle démocratie... ça veut dire des élections libres mais, et ils insistent sur ça, après le départ de toutes les figures du système. C'est-à-dire que tous ceux qui ont présidé au destin du pays depuis l'indépendance doivent partir.

Voilà la situation pour l'instant. Au mois d'août le mouvement a un peu faibli parce qu'il fait très très chaud et les gens étaient un peu en vacances, mais tout va se jouer à partir de septembre car ce sera la rentrée sociale. Pour moi il est important pour le mouvement, pour qu'il reprenne son souffle et pour qu'il maintienne ce rapport de force, de passer à d'autres modes d'action, d'enrichir cette méthode de sortir tous les vendredis pour tout le monde (et mardi pour les étudiants) avec d'autres modes d'action, pourquoi pas une grève générale ou la désobéissance civile pour mettre la pression.

**Le mouvement est présenté dans les médias comme pacifique, avec le mot d'ordre « *Silmiya* », et en cela comme un mouvement inédit en Algérie. Etes-vous d'accord avec cette représentation-là ? Qu'en est-il de la mobilisation des jeunes des quartiers défavorisés ?**

Ces jeunes ont été le fer de lance du mouvement lors de la première manifestation à Alger. C'était eux la tête de cortège, les pourvoyeurs en slogan et en chants contestataires, et eux qui ont commencé les premiers à lancer ce mot « *Silmiya* ». Mais ce

mot a été utilisé pour des raisons purement pragmatiques, pas pour des raisons doctrinaires. Arrivés aux barrages de CRS qui voulaient nous empêcher de continuer la marche sur l'un des boulevards principaux d'Alger, les jeunes levaient les mains en l'air et criaient « *Silmiya* », c'est-à-dire « Pacifique », pour prouver qu'en cas de violences, elles étaient issues de la police. Il y a eu quelques tirs de gaz lacrymogène, des tentatives de bloquer le cortège, mais on l'a forcé par la force du nombre, c'était vraiment un tsunami humain. Par la suite les médias étrangers et algériens et les réseaux sociaux ont repris ce mot « *Silmiya* » pour en faire une marque de fabrique, un miracle. Je trouve que c'est assez méprisant de dire que c'est unique et inédit, comme si avant nous étions des sauvages qui agressaient l'Etat et que la répression d'alors était justifiée. C'est aussi une insulte pour les mouvements précédents. Par exemple en 2001 les manifestant.e.s qui sont sortis dans la rue après l'assassinat de Massinissa Guermah, un lycéen de 18 ans, dans une brigade de gendarmerie en Kabylie étaient pacifiques, notamment lors de la marche du 14 juin de Tizi-Ouzou à Alger (100 km). Ils étaient pacifiques, torse nu et mains nues, et ils ont été tirés comme des lapins. Au total il y a eu 127 morts. Donc c'est insultant de dire aujourd'hui que c'est la première fois qu'on voit un mouvement aussi pacifique en Algérie, ce n'est pas vrai.

**Vous avez parlé d'une esthétisation du mouvement autour de ce pacifisme, quelle en a été la conséquence selon vous ?**

Le résultat de cette esthétisation du mouvement dans le regard de l'autre, combinée à une espèce de reconquête de l'estime de soi de l'Algérien, a fait que toute autre action ou geste sortant de ce dogme a été vraiment stigmatisé par une partie des manifestants, en particulier la classe moyenne et la classe moyenne supérieure, dont beaucoup sont sortis manifester pour la première fois. Au fur et à mesure, on sentait que ces personnes là voulaient imposer leur manière de faire, en stigmatisant des jeunes qui ne faisaient que riposter aux violences policières, qui tenaient à monter au palais présidentiel car une manifestation politique doit avoir une cible symbolique, qui forçaient les barrages de CRS non par les armes mais pacifiquement par leur nombre. Ils ont commencé à moraliser le mouvement, à émettre des interdictions, reprenant ainsi le rôle du pouvoir : disant « il ne faut plus monter au palais présidentiel car c'est là que les flics sont les plus nombreux et il ne faut pas les provoquer », comme si c'était nous qui les provoquions, ou « il ne faut pas manifester après 17h, il ne faut pas manifester la nuit, c'est dangereux, propice aux débordements, il faut s'astreindre au parcours autorisé », or les forces de l'ordre le résorbaient au fur et à mesure de manière à ce qu'on tourne dans un espace très restreint. C'était assez dangereux d'ailleurs car les premiers mois on était trop nombreux pour un périmètre aussi restreint ; un mouvement de foule et c'est le drame. Après les manifestations du 1er et du 8 mars, et jusqu'au 15, il y a eu une répression très violente en fin de journée qui ciblait les jeunes des quartiers,

de façon très vicieuse : alors qu'ils rentraient en chantant dans les quartiers, ils étaient pris en souricière par les camions de police et gazés à bout portant, au niveau de la tête. Là c'est normal que les jeunes ripostent. Le 1er mars, j'étais dans un quartier populaire, c'était devenu une guérilla urbaine, les jeunes se défendaient comme ils pouvaient, et c'était devenu une question d'honneur : les jeunes demandaient que les flics rentrent dans leurs casernes, et les flics étaient dans la provocation. J'ai vu des CRS avancer en les injuriant, en insultant leurs mères. Tout ça il faut le dire car pendant toutes ces semaines il y avait une omerta médiatique sur ces violences-là et en même temps une campagne de calomnie contre ces jeunes, leur faisant endosser la responsabilité de la violence policière. Au bout de quelques semaines, on a remarqué que la moyenne d'âge a augmenté dans les manif, ces jeunes qui étaient vraiment majoritaires et en tête de cortège, sont devenus parcellaires, et plusieurs copains m'ont dit « Peut-être que vous avez raison, on ne sait pas manifester, on va vous laisser faire à votre manière, on ne veut pas boussiller le mouvement ». On les a tellement culpabilisé qu'ils se sont retirés. Après cela, il y avait toujours les slogans mais ça commençait à ressembler à une fête foraine, ça perdait de son sérieux, et c'est là que le pouvoir a commencé à se redéployer. On a relâché la pression et là on lui a donné le temps de se réorganiser, d'installer un gouvernement des affaires courantes, que Gaid Salah prenne les rênes du pouvoir, et que la répression judiciaire se déploie. Il est important en septembre de rééquilibrer le rapport de force et

## CHRONOLOGIE DU HIRAK

(non exhaustive et toujours en cours)

**Fin 2018** : premiers appels à se mobiliser contre le 5e mandat de Bouteflika.

**16 février 2019** : première manifestation à Kherrata (proche de Bejaïa en Kabylie)

**Vendredi 22 février** : manifestations de grande ampleur dans plusieurs villes du pays, autour de 800 000 manifestants.

**1er mars** : manifestations se poursuivent et rassemblent 3 millions de personnes

**3 mars** : Bouteflika annonce sa candidature.

**5 mars puis tous les mardis** : manifestations étudiantes

**8 mars** : troisième vendredi de manifestation, 5 millions de personnes

**11 mars** : Bouteflika retire sa candidature mais reste au pouvoir.

**16 mars** : quatrième vendredi de manifestation, 14 millions de manifestants.

Plusieurs personnalités du FLN, du RND (parti de Bouteflika) et de l'armée prennent leurs distances avec Bouteflika et appellent à son départ.

Les manifestations se poursuivent tous les vendredis.

**2 avril** : la démission de Bouteflika est annoncée

**9 avril** : le président de l'Assemblée, Abdelkader Bensalah, est nommé chef d'Etat par intérim. Le chef d'Etat-major, Ahmed Gaïd Salah, occupe une place croissante.

L'élection présidentielle est repoussée du 18 avril au 4 juillet.

La mobilisation continue malgré tout et la répression policière s'intensifie. De nombreuses personnes sont arrêtées.

**1er juin** : L'élection présidentielle est à nouveau reportée.

**Mai et juin** : les manifestations se pour-

suivent, y compris pendant le ramadan et malgré les très fortes chaleurs ; certaines ont lieu la nuit.

Kamel Eddine Fekhar, militant des droits de l'Homme, arrêté fin mars, meurt en détention fin mai après une grève de la faim.

Certains anciens ministres du régime sont arrêtés, la rue demande que Bouteflika soit jugé lui aussi.

**21 juin** : des manifestants portant le drapeau berbère sont arrêtés lors de la manifestation du vendredi.

**18 juillet** : le régime met en place une instance nationale de dialogue (le « panel ») mais refuse qu'elle discute d'une assemblée constituante. Le panel est vivement critiqué par la rue, plusieurs personnalités de la société civile refusent d'en faire partie.

**30 août** : 28e vendredi de manifestation.

de diversifier les modes d'action. Celui ou celle qui veut donner une fleur au flic ou qui veut tourner à la Grande Poste qu'il le fasse, mais qu'il ne moralise pas le mouvement si d'autres veulent faire les choses à leur manière.

**Le mouvement ne semble pas avoir de leader ou de structure associative ou syndicale à sa tête. Quel est votre regard là-dessus ?**

C'est tant mieux qu'il n'y ait pas de leader, car c'est la meilleure manière d'infiltrer un mouvement et de le casser. En fait les Algérien.ne.s ont perdu confiance en toutes les figures du paysage politique, y compris de l'opposition, de la société civile, des syndicats. C'est une trahison qui s'est installée dans le temps et les Algérien.ne.s ne sont pas dupes, ils ont vu que les opposants, les associations, les syndicats, jouaient tous le même jeu finalement, leur seule ambition était d'atteindre le pouvoir et non de réellement améliorer les choses pour les Algérien.ne.s. Donc c'est vraiment bien qu'il n'y ait pas de leader. On n'éprouve pas le besoin urgent de s'organiser de manière classique, car justement ce sont des réflexes que nos régimes politiques nous ont inculqué : la seule manière de s'organiser serait hiérarchique, alors qu'on peut s'organiser de manière horizontale et que notre force c'est le nombre. Cela n'empêche pas les étudiant.e.s de se structurer autour de leurs organisations internes, de même pour les médecins, mais quand on sort le vendredi il n'y a pas de chapelle, on est tous ensemble. Et puis à chaque fois qu'il y a une organisation qui va négocier ou dialoguer avec l'Etat, la population la délégitime tout de suite le vendredi suivant. Pour l'instant, on peut continuer comme cela pendant des mois, jusqu'à ce que quelque chose fermente et germe du cœur des masses, pour que nous décidions comment nous organiser.

**Quelle est la place des femmes dans les manifestations ? Les revendications féministes ont-elles été présentes dès le début ?**

Lors des deux premières manif, les femmes étaient là, même si elles n'étaient pas aussi nombreuses qu'aujourd'hui. Les revendications à ce moment-là étaient dictées par l'urgence : l'annulation du 5e mandat. Tout le monde était d'accord là-dessus. Ensuite est venue la manifestation du vendredi 8 mars et les femmes sont sorties en masse avec des revendications féministes pour l'égalité, l'abrogation du code de la famille<sup>1</sup>. Le 16 mars on est plusieurs militantes féministes à s'être réunies dans un local qui s'appelle La Collective à Alger pour se dire que parmi les contenus qu'on allait donner à ce

mouvement il était absolument nécessaire de formuler des revendications féministes. On s'est entendu pour la création d'un carré féministe au cœur de la manif du vendredi. Le carré consiste à être stationnaire du côté de la faculté centrale d'Alger pendant une heure en brandissant nos pancartes et en chantant nos slogans féministes, et ensuite à marcher avec la foule pour le reste de la manif. La première fois ça s'est très bien passé sur place. Mais il y a eu beaucoup de réactions négatives sur les réseaux sociaux, nous accusant de vouloir diviser le mouvement, dues notamment à un manque d'expérience dans l'action de rue car le mot « carré » a sonné comme de la division, du sectarisme. Et bien sûr on a eu le fameux commentaire « C'est pas le moment ». Ça on l'a raconté aux Algériennes depuis la guerre, comme c'était le cas pour les résistantes en France à la libération : on leur a dit « Attendez on reconstruit un peu le pays, après on va parler de vos droits, retournez à vos fourneaux et après on verra ». C'est le leitmotiv de la condition de la femme. Dans chaque étape historique cruciale, les femmes n'ont pas « aidé » les hommes, elles n'ont pas « figuré » à leur côté, elles ont été actrices au même titre que les hommes. C'est vrai pour la guerre de libération, pour la construction du pays en 1962, pour les différents mouvements sociaux (le printemps berbère en 1980, les événements d'octobre 1988...), pour la décennie noire au cours de laquelle les femmes résistaient aux groupes islamistes. Mais à chaque fois on disait aux femmes que ça n'était pas le moment de parler de leurs droits, qu'il y avait d'autres urgences. Cette fois-ci nous avons résisté, nous avons maintenu le carré. Le 29 mars un autre groupe féministe collait des affiches de vulgarisation du Code de la famille pour expliquer aux femmes pourquoi il devait être abrogé, avec des articles précis du Code illustrés par des images un peu osées pour dénoncer le conservatisme. Ces affiches ont été arrachées et les femmes qui les collaient ont été agressées. Ensuite des personnes sont venues à notre carré, nos banderoles ont été arrachées, plusieurs ont été agressées. Par la suite il y a eu une campagne de menaces assez effrayante sur les réseaux sociaux (menaces d'attaque à l'acide, d'agression, de viol). C'est terrible de le dire mais finalement cette campagne nous a été vraiment bénéfique parce que certains Algériens qui étaient dans la manif et contre le carré féministe ont été tellement choqués par la brutalité de ces menaces qu'ils sont venus nous voir le vendredi d'après pour nous dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec nous mais qu'ils s'opposeraient à quiconque nous

agresserait. Les jeunes des quartiers populaires sont même allés jusqu'à former un cordon sécuritaire autour du carré féministe. Aujourd'hui le carré féministe fait vraiment partie du paysage contestataire, les gens sont curieux, s'arrêtent pour venir discuter avec nous. Le carré est devenu un espace très intéressant pour débattre avec des gens qui ne sont pas d'accord avec nous. Pour la suite, je ne sais pas. Aucune initiative officielle, que ce soit la Conférence de la société civile le 15 juin ou la Commission du dialogue, n'a osé mettre l'égalité hommes-femmes dans sa feuille de route. On les a boycottés pour leur manque de légitimité, mais aussi pour ces raisons. Actuellement on étudie les possibilités pour diversifier aussi nos actions, ne pas rester seulement dans le carré, imprimer des tracts de pédagogie pour expliquer ce qu'est le féminisme. Ensuite tout dépendra de l'évolution du mouvement.

**Quelles tendances politiques retrouvent-on dans les manifestations ? Ya-t-il des groupes qui se revendiquent de l'anarchisme, comme vous, ou de l'anti-capitalisme ? A l'inverse, dans un débat lors du festival était aussi évoqué le fait que certains demandent davantage de libéralisme économique.**

Je fais confiance aux mots simples employés par les manifestants. Les mots qui reviennent le plus souvent sont « Liberté » et « Justice ». Ce sont des gens qui ne se revendiquent pas anarchistes, peut-être car ils ignorent ce qu'est l'anarchisme, mais « Liberté » et « Justice » cela résume tout. Il y a même des gens qui font des traits d'humour, qui disent qu'on se porte très bien sans président ! Il y a le refus total d'élections présidentielles qui seraient organisées par cette bande, donc la priorité c'est de dégager tout le monde, et ensuite c'est nous qui allons organiser des élections libres et transparentes. Maintenant la forme que cela prendra, je n'ai pas d'idée claire là-dessus. Il est important de jeter cette Constitution à la poubelle, tout le monde est d'accord là-dessus, car c'est une Constitution césariste, qui donne un tel pouvoir au chef de l'Etat que tout le pays est bloqué par ses desiderata. Il faut donc complètement la transformer, quitte à aller vers ce passage obligatoire que sont les élections, et d'abord se protéger contre le pouvoir exécutif en écrivant une Constitution qui limite ces pouvoirs au maximum.

*Propos recueillis par Marie Bazin*

1. Le Code de la famille, adopté en 1984, régit les relations familiales en Algérie et place la femme dans un statut de mineure permanente, sous l'autorité d'un tuteur qui est son père ou son mari.

# UN RÉGIME FRANÇALGÉRIEN

Lors de l'assemblée générale annuelle de Survie en mai 2019, l'association a sollicité le chercheur indépendant Mathieu Rigouste pour un éclairage des relations entre la France et l'Algérie, afin de mieux comprendre la situation actuelle du pays et le régime, construit lors de la guerre de décolonisation puis en interaction avec les réseaux français. Ce texte est une synthèse de cette intervention, basée sur des échanges avec des membres du mouvement social algérien et des lectures<sup>1</sup>.

La question du néo-colonialisme ne se pose pas de la même manière que dans le reste du pré-carré franc-africain. La guerre d'Algérie occupe une place fondamentale dans l'histoire de l'Etat français. C'est l'un des laboratoires importants au sein duquel a été conçue et déployée la 5e république, sa constitution, mais aussi la génération de ses classes dirigeantes qui commencent à s'éteindre ou à passer le relais au début des années 2000. Tous les dirigeants de la 5e république jusque là se sont formés idéologiquement et techniquement à travers la guerre contre-révolutionnaire en Algérie. Tout au long de la révolution algérienne et de la contre-révolution, deux réseaux qui découlent des réseaux colonialistes se sont mis en place.

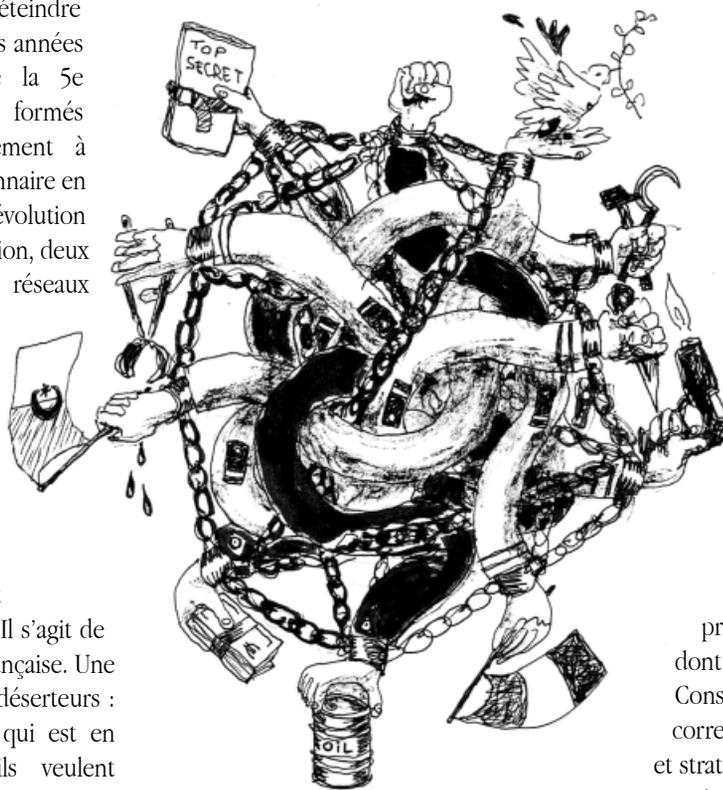
## « Déserteurs de l'armée française »

Il y a la figure des DAF, les « déserteurs de l'armée française », souvent mise en avant mais à prendre avec précaution. Il s'agit de soldats musulmans de l'armée française. Une partie d'entre eux sont de vrais déserteurs : voyant une rupture historique qui est en train d'arriver à maturité, ils veulent rejoindre le mouvement national algérien. Un autre pôle, celui qui a créé la légende, sont de faux déserteurs.

Ainsi, la « désertion » de certains cadres moyens de l'armée française d'origine algérienne, musulmans français, va être organisée. Ils rejoignent les maquis du FLN en restant du côté de l'armée française, et y sont donc infiltrés. Une partie d'entre eux vont faire toute leur carrière dans l'armée algérienne, ce qui crée un récit, en partie mythifié, en partie vrai. Le mythe insinue que l'État algérien ne serait qu'une dictature militaire de vrais-faux militaires infiltrés par l'armée française, qui contrôlerait tout l'Etat algérien, ce qui n'est pas vrai. Mais il y a véritablement une généalogie de soldats

issus de l'armée française, redevenus algériens, qui vont mettre en place des réseaux de coopération néo-colonialistes avec la France, semblables aux réseaux franc-africains en général. Ces militaires ont eu un impact sur la restructuration de l'Etat algérien dans les années 70-80.

Enfin, certains de ces déserteurs ne font partie d'aucun de ces



modèles et vont avoir des parcours complexes : certains sortent en rompant avec l'armée française mais, à mesure qu'ils acquièrent des postes de cadres dans l'armée algérienne, vont réactiver progressivement des relations qu'ils avaient avec leurs homologues français. Les parcours de certaines personnes sont contradictoires, certains changent plusieurs fois d'affiliation et de stratégies d'influence, certains n'optent pour des tactiques de vassalisation que dans certaines situations...

Les « déserteurs de l'armée française » sont une figure complexe qui a pu amener à tomber dans le piège de croire que l'Etat algérien ne serait qu'une entité néo-colonialiste, comme dans les années 90,

quand on s'est rendu compte de la présence des DAF notamment dans l'État Major. On décrit alors un système tenu par 11 généraux dont la plupart seraient très proches des intérêts français. Cette schéma a sans doute été pertinent durant la plupart des années 1990, mais il masquait des réalités plus complexes et il a été dépassé par la reprise en main du pouvoir par le clan Bouteflika dans le courant des années 2000. Ce clan lui-même est régulièrement accusé par les mouvements sociaux algériens de nombreuses compromissions économiques et politiques avec l'Etat français.

## La « main de l'étranger »

Il y a en fait un affrontement entre des fractions à l'intérieur de l'Etat algérien depuis la fin de la guerre d'Algérie, depuis l'arrivée de ces déserteurs, mais en fait depuis la mise en place du programme néo-colonialiste en Algérie, dont le modèle fondateur est le plan de Constantine. Conçu en 1958, ce plan correspond aux grands axes idéologiques et stratégiques de la Communauté française, associant à l'époque l'Etat français et ses anciennes colonies. Il s'agit alors de mettre en place des Etats dans lesquels les classes dirigeantes ont été filtrées, formées, et dont on imagine qu'elles vont collaborer et produire un État vassalisé. Même si ce n'est pas exactement ce qui se passe, la logique du plan de Constantine et de l'État français, est d'investir fortement dans le développement économique et la mise en place d'une bourgeoisie algérienne avec laquelle relancer les échanges et la coopération économique et politique.

Cela crée une situation très complexe avant même l'indépendance de l'Algérie. A l'indépendance, les présidents Ferhat Abbas puis Ben Bella, sont la surface d'un État profond qui s'est mis en place dans la dernière partie de la guerre d'Algérie.

1. Cf. notamment Françalgérie, crimes et mensonges d'États, cité dans l'encadré p. 9.

Les chefs du FLN sont entrés dans un processus d'enfermement autoritaire à partir de 1955, qui met en place des blocs de pouvoir de plus en plus durs à la tête des maquis<sup>1</sup>. Ces blocs sont fondés sur des réflexes de comportements patriarcaux, appuyés sur le patriarcat traditionnel. Par exemple, les femmes qui avaient rejoint les maquis sont expulsées des maquis à partir de 1957 et renvoyées vers l'organisation civile de la révolution...

La plupart des progressistes parmi les cadres du FLN sont soit éliminés par la contre-insurrection, soit marginalisés par cet enfermement autoritaire à l'approche de la fin de la guerre de libération. Les prémisses de l'État FLN-ALN ont alors plusieurs stratégies. L'une consiste à mettre en place les accords d'Evian, l'indépendance le plus rapidement possible pour que cet État prenne pleine souveraineté et referme le processus révolutionnaire. Une autre partie considère qu'il faut absolument stabiliser ce proto-État algérien pour qu'il ait la force de résister aux stratégies néo-colonialistes françaises. Ces deux logiques vont parfois se confronter et parfois collaborer tout au long de l'histoire de l'État algérien.

## L'émergence de l'autoritarisme

On commence à bien comprendre ce qui s'est passé dans les dernières années de la guerre d'Algérie mais depuis, il y a plusieurs camps, sincères, tous anti-colonialistes, qui tiennent des analyses complètement inversées sur la situation.

Le proto-état qui s'est constitué aux frontières entre 1957 et 1962 monte en puissance dans les dernières années de la guerre, notamment du fait qu'il s'approprie des moyens militaires conventionnels. À la frontière de la Tunisie ce n'est plus une armée de guérilla, mais une véritable armée avec des moyens lourds, notamment obtenus par des réseaux russes. Le réseau de collaboration avec la Russie de l'époque, a été constitué pour faire opposition à l'ingérence et à la présence des réseaux français<sup>2</sup>.

Il y a en effet les « déserteurs », mais

1. Les maquis sont quand-même connectés directement à la révolution algérienne : l'armée de libération nationale et le FLN vient du prolétariat et du sous-prolétariat algérien.

2. Jusqu'à aujourd'hui, la France fait tout ce qu'elle peut pour vendre du matériel militaire à l'Algérie, sans succès. Depuis quelques années, l'Algérie reçoit des chars russes, utilisés forcément pour les frontières, en particulier à la frontière avec le Maroc.

3. Divisions du territoire algérien conçues par le FLN, ici la Kabylie.

4. C.f. Un seul héros le peuple, projet de film et de livre sur les soulèvements de décembre 1960, Mathieu Rigouste.

aussi les cadres du FLN qui se sont formés à Paris ou dans les écoles françaises en Algérie, et qui sont approprié tout un habitus politique, une manière de concevoir le pouvoir, de l'ancien colon. Même les « déserteurs sincères » arrivent quand-même avec des mécanismes comportementaux qu'ils ont appris dans l'armée française : hyper hiérarchisation, discipline absolue, punitions, etc.

Amirouche qui reste dans la mémoire populaire comme l'un des grands moudjahidines en est une bonne illustration. D'un tempérament déjà autoritaire, il est enfermé totalement dans ce processus lorsque la contre-insurrection met en place la bleuïte (le phénomène d'infiltration, de retournement, de création d'une paranoïa chez l'ennemi). La France œuvre bel et bien à infiltrer et le FLN doit bien s'en protéger,



## LA BLEUÏTE

Des textes d'officiers français dès 1954 reconnaissent qu'une partie de la torture n'a pas pour but d'obtenir du renseignement (dont il est notoire qu'il est souvent faux, les personnes torturées finissant par livrer ce qu'elles pensent que leurs bourreaux attendent), mais d'écraser la population et la terroriser. Alors que la torture et l'infiltration sont déjà systématisées en Algérie, la pratique dite de la « bleuïte » est mise en place, notamment par Paul-Alain Léger, un officier français. Il s'agit d'exhiber les prisonniers après les tortures, quand ils ne sont pas exécutés, comme en les faisant sortir par la grande porte, en laissant entendre qu'ils ont parlé, et en comptant sur le fait que leurs anciens camarades vont les éliminer. Parfois, les prisonniers sont emmenés, habillés en bleu de travail, dans les quartiers, pour les afficher comme des traîtres. De cette manière, soit ils sont tués par leur propre camp, alimentant la paranoïa et déstabilisant les rangs, soit on s'assure qu'ils travailleront pour la France pour survivre. Beaucoup de harkis ont ainsi été forcés à s'engager aux côtés de la France<sup>1</sup>.

Cette pratique n'est pas le fait de ce

mais des personnes qui s'étaient déjà transformées en chefs autoritaires vont tomber en plein dans le piège : Amirouche, de 1958 à 1960, élimine 2000 de ses propres cadres, dans la wilaya 3<sup>3</sup>. Des colonisés, qui se sont engagés dans la révolution, qui se sont mis en danger, ont ainsi été torturés et éliminés par leur propres dirigeants. A une échelle moindre, il y a eu des mécanismes similaires en wilaya 2 et 4. Cela montre à quel point la contre-insurrection a fonctionné et a réussi à démanteler les formes les plus verticales, les plus bureaucratiques des maquis à l'intérieur du pays. Mais elle n'a pas réussi à étouffer les formes populaires de soulèvement, comme en décembre 1960, auxquelles, justement, le démantèlement des cadres et la bureaucratie ont laissé la place<sup>4</sup>.

Mais en dehors de ces formes autoritaires, certains considèrent aussi qu'entre 1962 et 1965, l'État algérien n'étant pas encore pleinement constitué, le mouvement des classes populaires et notamment des étudiants a encore en main une partie du processus révolutionnaire. Ces derniers mettent en place des formes d'autogestion que l'État est alors bien obligé d'accompagner. Des formes d'autogestion proches de ce qui a pu se faire en Yougoslavie sont mises en place, avec une prise en main populaire des moyens de

seul officier mais est véritablement institutionnalisée dans plusieurs régions du pays, fonctionnant de manière industrielle à Alger. La bleuïte consiste à utiliser des Algériens pour diviser l'ensemble du prolétariat algérien, obtenir du renseignement, créer une dynamique de terreur et de méfiance absolue parmi les colonisés, et va porter ses fruits. Des témoins racontent qu'à partir de 1957, on ne parle plus à son voisin, même si on est certain de son engagement révolutionnaire, car on risque de mettre en danger toute sa famille. La bleuïte réussit effectivement à paralyser en grande partie<sup>2</sup> le fonctionnement de la vie sociale quotidienne des classes populaires et la réorganisation du mouvement révolutionnaire. La bleuïte, est un des dispositifs de la guerre contre-révolutionnaire qui sera déployé à différents endroits : Argentine, Cameroun, etc.

1. Certains ont été forcés avec une arme sur la tempe, d'autres sujets à la bleuïte, d'autres ont consciemment choisi la France en toute connaissance de cause. Tous les colonisés n'étaient pas favorables à l'indépendance.

2. Mais partiellement seulement, comme la suite de l'histoire l'a montré.

production. Il n'y a alors que très peu d'usines en Algérie, il s'agit donc surtout de production agricole. À travers l'éducation nationale un système d'éducation populaire va aussi bouleverser la société algérienne. Il y a alors effectivement un processus de transformation socialiste en Algérie qu'il ne faut pas nier.

Cette logique et la logique autoritaire vont se confronter. Certains veulent défendre ce projet-là avec un État fort face au néo-colonialisme. S'il est vrai que le néo-colonialisme fait tout ce qu'il peut pour balayer l'expérience « socialiste » et revenir en force, les tenants d'un État fort en Algérie, vont amener la situation autoritaire dans laquelle le pays se trouve toujours, où le régime présente toutes les luttes internes comme le fruit d'une déstabilisation externe.

### «Redressement révolutionnaire»

En 1965, la couche supérieure du pouvoir, Ben Bella, est démise par l'état profond, mené par le colonel Boumediène. Celui-ci, à la tête de l'armée aux frontières, a progressivement mis la main sur tous les appareils militaires et sécuritaires algériens entre 1962 et 1965, en écartant notamment Boussouf, chef des services de renseignement. En 1965, il renverse Ben Bella et prend le pouvoir lors d'un coup d'État qu'il qualifie de « redressement révolutionnaire ». De fait, Boumediène est un dirigeant militaire et autoritaire, mais qui est aussi tenant d'une ligne d'indépendance totale face à la France.

Depuis les accords d'Évian, en 1962, des formes de collaboration avec le colonisateur avaient recommencé. Les accords ont en effet été signés avec une partie des mouvances favorables à des négociations avec la France dès le début de la guerre. Les accords d'Évian comprenaient effectivement des clauses secrètes sur les « intérêts impérieux de la France en Algérie ». Ainsi, la France avait commencé à mettre en place une industrie d'extraction des hydrocarbures découverts dans le Sahara au début des années 50 que le nouvel État termine. La France mène des expérimentations de gaz chimiques, dans l'aérospatial et le nucléaire dans le Sahara, comme à Reggane. Le maintien de ce positionnement stratégique permet à la France de conserver une entrée sur le Sahara.

Entre 1962 et 1965, un antagonisme monte autour de ces questions. Lorsque Boumediène prend le pouvoir en 1965, ce sont les fractions les plus autoritaires et militaristes mais aussi les plus anti-colonialistes, en apparence, qui s'imposent.

Sur certains aspects, Boumediène brise effectivement la situation néocoloniale, en particulier en supprimant l'accès de la France aux hydrocarbures, qu'il nationalise. Mais l'État, ultra militarisé, reproduit finalement certains rapports de domination anciennement coloniaux.

Ainsi, le plan de Constantine, qui prévoit des investissements, un plan de rénovation urbaine, est relancé quasiment à l'identique, générant une partie des mécanismes d'aide au développement. Certains cadres d'urbanisme français qui avaient participé à l'élaboration du plan initial sont reconduits. Ces personnes, tout à fait réactionnaires, se parent d'atours socialisants en travaillant directement avec l'État algérien. Le racisme intérieur va aussi être reproduit : l'État de 1965 réactive des formes de lutte contre les cultures et les formes d'autonomie berbères, forçant les mouvements kabyles à se réorganiser face à une très forte répression.

La police politique cible également une partie des mouvements révolutionnaires issus de la guerre de libération qui ne se contentaient pas d'une révolution anticoloniale mais cherchaient aussi une révolution sociale. Les forces anticapitalistes, socialistes, entrent alors en clandestinité.

Par ailleurs, la « nationalisation » des hydrocarbures va finalement profiter à une élite qui va s'accaparer la rente pétrolière. Certes, le peuple algérien bénéficie désormais de tarifs peu élevés sur l'essence, mais le début des années 70 marque la naissance d'un complexe « militaro-pétrolier », d'une oligarchie qui se finance sur le pétrole.

À la fin des années 70, Chadli Bendjedid succède à Boumediène. Le régime algérien, tout en protégeant sa colonne vertébrale

militaire, introduit des doses de réformisme. Il s'agit alors probablement d'être plus en phase avec la situation internationale pour arrêter de passer pour une dictature passiste. Il reste alors des formes socialistes dans les institutions algériennes, dont certaines perdurent encore aujourd'hui : il n'y a, certes, pas assez d'hôpitaux, mais quand on s'y rend, on ne paye pas du tout ; l'éducation est gratuite, même plus qu'en France. Le capitalisme occidental a toujours rêvé de faire tomber ces bribes de socialisme, considérées comme autant de marchés à se réapproprier.

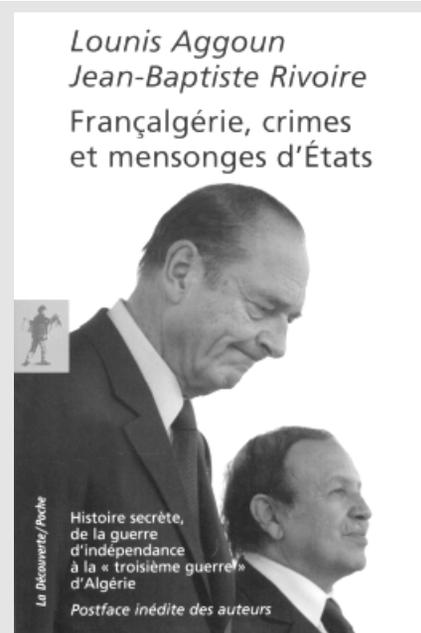
Les premières mesures de restructuration néolibérale sont alors mises en place dans les années 80, comme partout dans le monde. Elles amènent une précarisation encore plus profonde qui débouchent sur les premières grandes révoltes populaires. Ainsi, en octobre 1988, une vaste révolte insurrectionnelle est écrasée par la police et l'armée. Ce bain de sang frappe durablement la mémoire et va laisser émerger le mouvement islamiste.

### L'imbroglie de la «décennie noire»

On trouve des lectures profondément opposées sur cette période et sur le mouvement dit « islamiste », même parmi des personnes très proches politiquement. Certains algériens dénoncent l'idée qu'il existerait un mouvement islamiste propre à l'Algérie. Ils considèrent que ce serait une nouvelle manifestation de la « main de l'étranger », venue du Proche et Moyen-Orient, avec, en sous-main, l'impérialisme occidental. Le mouvement « islamiste » serait généralement piloté par les services occidentaux afin de déstabiliser l'État

## SANGLANTES ANNÉES 90

Dans un contexte de contestation sociale et de montée de l'islamisme politique, le régime algérien interrompt les élections qui auraient du donner le pouvoir au FIS (Front Islamique du Salut). La « décennie noire » commence alors : des attentats ont lieu régulièrement dans tout le pays, des intellectuels sont assassinés, l'armée quadrille le territoire. En douze ans, le bilan serait de 200 000 morts et 15 000 disparus. Le récit et l'attribution des responsabilités est encore sujet à caution. Pour mieux connaître ces événements, leur complexité et le positionnement des milieux français, le livre de référence reste *Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, de Lounis Aggoun et Jean-Baptiste Rivoire, paru en 2004 aux éditions La Découverte.



algérien. C'est une vision complotiste, mais qui s'alimente d'exemples réels de ce type de manipulation de la figure « terroriste » par des puissances occidentales. Cette ambiguïté va traverser toutes les années 90.

Depuis qu'on dispose de plus de sources, cette décennie s'avère encore plus complexe qu'on l'imaginait. Il y a, effectivement, une logique d'ouverture d'un processus qui se dit « démocratique ». L'État militaire algérien a besoin de faire croire à une surface civile et organise des élections législatives en 1991. L'année d'avant, lors des municipales, le FIS (Front Islamique du Salut) démontre qu'il est capable de remporter des mairies. Puisque ces victoires ne changent rien à la vie des gens, le FIS est alors en partie décrédibilisé sur sa prétention à améliorer les conditions matérielles et économiques des classes populaires. Marqué par une forte abstention, le premier tour des élections législatives annonce néanmoins une victoire des islamistes.

Le pouvoir militaire interrompt alors le processus électoral<sup>5</sup> et enferme la situation dans un chantage absolu : les Algériens – et les Etats occidentaux – sont sommés de choisir entre le soutien sans faille à l'État militaire ou être considérés comme des soutiens de la « révolution islamiste ».

Les réseaux français se repositionnent alors face à cette situation. D'une part, « l'État profond français », incarné à l'époque par le clan Pasqua et la DST, collabore avec l'État algérien et avec le DRS (Département du Renseignement et de la Sécurité<sup>6</sup>). Malgré certaines frictions, ces deux groupes collaborent. On sait notamment que la DST a été mise au courant par les services algériens, en amont, de certains attentats de 1995 en France, ce qui dessine une logique de tension.

D'autre part, d'autres fractions du pouvoir français, représentées par Dominique de Villepin par exemple, ont pour objectif la chute de l'État militaire algérien. Elles ne sont pas progressistes, mais souhaitent l'ouverture des capitaux et l'ultra-libéralisation. Elles se positionnent alors en rupture avec la logique néo-coloniale française qui revient, *in fine*, à appuyer l'islamisme.

On se trouve alors dans une situation très étrange où une partie de l'État français collabore avec une partie de l'État profond algérien qui manipule les réseaux islamistes. À de nombreux endroits, on retrouve en effet des membres du DRS à la tête des GIA

(Groupes Islamistes Armés, souvent surnommés « Groupes Islamistes de l'Armée » dans la population algérienne, tant la proximité avec le pouvoir militaire était connue), qui cohabitaient avec des prolétaires algériens qui croyaient sincèrement dans l'engagement islamiste parce qu'ils ne voyaient pas d'autre solution. On sait aussi qu'à plusieurs endroits, les services algériens dans les GIA étaient en collaboration avec les services français.



L'histoire de la « décennie noire » est donc très difficile à délier, car là aussi, on trouve des individus complexes qui sont infiltrés, retournés, qui jouent des doubles-jeux... Tout au long des années 90, tous les cas de figure ont été vus : des militaires algériens qui travaillent pour les islamistes, des militaires déguisés en islamistes qui commettent des attentats, des islamistes infiltrés dans l'armée qui commettent de vrais attentats, mais sous uniforme militaire pour alimenter l'idée que l'armée est derrière les attentats...

Cette confusion totale a créé une dénonciation du « qui-tue-quisme », disposition consistant à rejeter toute l'histoire, tant la complexité est grande, et à vouloir tourner la page. Cela n'est pas sans poser problème puisqu'il est tout de même nécessaire de comprendre ce qui s'est passé.

### Françalgérie un jour...

Du côté français, ces deux logiques semblent avoir perduré. Une partie de l'État français continue de collaborer avec une partie de l'État profond algérien, ce dont les algériens sont conscients. L'actualité vient d'en donner une illustration, lorsque le chef d'Etat major de l'armée, le général Gaid Salah (qui dirige en sous-main l'Algérie

depuis la chute de Bouteflika) a fait destituer le président de l'Assemblée Mouad Bouchareb. Celui-ci est très proche des réseaux français et sa chute est un message d'anticolonialisme adressé au soulèvement populaire. La question du néocolonialisme est fondamentale dans ce qui se passe en ce moment, bien qu'on ait du mal à le voir depuis la France. Parmi les personnes qui se mobilisent, même celles qui ont du mal à lire la presse, la volonté d'arracher la « cinquième colonne française incrustée dans l'Etat algérien » est très présente. Il s'agit même peut-être de la question la plus explicitement formulée et partagée.

Le geste de Gaid Salah fait l'objet des mêmes polémiques que sur les « déserteurs de l'armée française » ou la « décennie noire » : s'agit-il d'une manipulation pour faire croire que la tête de l'État suit la revendication révolutionnaire actuelle, ou est-il forcé par la puissance populaire qui s'exprime ? Assiste-t-on à un enfermement autocratique comme en Égypte ou bien les cadres qui ont été déposés par Gaid Salah l'ont-ils été suite au rapport de force imposé par la rue ? Les personnes qui analysent la situation actuelle ont des points de vue complètement opposés sur ces questions.

Comme pour les périodes précédentes, il est probable que toutes ces hypothèses soient pertinentes en même temps.

*Mathieu Rigouste*

### Panorama des intérêts économiques français en Algérie

De très nombreuses entreprises françaises opèrent en Algérie : Bouygues, Lafarge, Accor, Sanofi, la BNP. En 2007, peu de temps après son élection à la présidence française, Sarkozy débarque en Algérie pour obtenir des contrats. L'Algérie de Bouteflika signe alors avec Total, la RATP, Thalès et Alstom, alors en grande difficulté, que la commande de Tramway pour Alger, Oran ou Constantine va renflouer. 10% du gaz français est fourni par l'Algérie.

En 2014, le montant des échanges entre les deux pays s'élevait à 10,5 milliards d'euros. En 2016, la France y a exporté pour 6,4 milliards d'euros, faisant de l'Algérie son troisième client hors OCDE et son premier marché africain (d'après « Coopération - Algérie-France : les chiffres pour comprendre », *Le Point*, 08/04/2016).

Depuis 2015, dans le sud du pays, de fortes luttes populaires s'opposent à l'installation de l'industrie du gaz de schiste, poussée par la France avec Total.

5. Beaucoup de gens considèrent d'ailleurs que le régime avait prévu de le faire en amont des élections.

6. Ces services secrets algériens sont considérés comme le cœur du pouvoir militaire.

SHARON COURTOUX

# UNE MÉMOIRE DE L'ASSOCIATION SURVIE S'ÉTEINT

Le 26 juillet s'est éteinte Sharon Courtoux, militante historique de l'association Survie et ancien bras droit de François-Xavier Verschave. L'histoire de son engagement et de ses combats recoupe celle de l'association, qui perd une partie de sa mémoire.

Quasiment aucune image publique d'elle, mais vingt-cinq ans d'archives sur la bataille pour la « loi de Survie » puis sur la Françafrique. Sharon Courtoux, Américaine née d'un père irlandais et arrivée pour ses études en Suisse à 18 ans, devenue française, travaillait dans l'ombre, avec pugnacité. Elle rejoint le combat de Jean Fabre, fondateur de Survie (voir encadré), au milieu des années 1980.

## La bascule du génocide des Tutsis

Sharon Courtoux fut de toutes les mobilisations pour la « loi de Survie », dont le « Serment de l'Arche » : prenant pour référence le Serment du Jeu de paume deux siècles plus tôt, les militants.e.s rassemblent le 6 juin 1990 des personnalités comme l'actrice Brigitte Fossey et des parlementaires pour s'engager solennellement à ne pas se séparer jusqu'au vote de la loi. Mais la Françafrique en décida autrement. Grâce au travail de François-Xavier Verschave (qui, jusqu'à son décès en 2005, put compter sur l'appui sans faille de Sharon), l'association conceptualise cette nébuleuse d'intérêts personnels et de mécanismes institutionnels auxquels se heurte en réalité sa proposition de loi. Une prise de conscience progressive. En septembre 1993, un modeste bulletin mensuel est créé pour relayer les principales informations et analyses sur la politique africaine de la France. Alors simple supplément du « Point sur la Loi pour la Sur-

vie et le développement » de l'association, *Billets d'Afrique* est né, Sharon participe au comité de rédaction.

Comme Verschave, Sharon Courtoux fut bouleversée par le génocide des Tutsis du Rwanda : avec Jean Carbonare, alors président, l'association avait tenté d'alerter sur ce qui se préparait dans cette ancienne colonie belge entrée dans l'orbite de l'influence française.



François-Xavier Verschave, Bruno Masure, Etienne Leenhardt et Sharon Courtoux, probablement avant un journal télévisé.

Lorsque début avril 1994 le génocide débuta, Sharon fit partie de ces trop rares Français.es à comprendre parfaitement ce qui se passait et à hurler dans le désert pour dénoncer le soutien de Paris. Elle n'eut de cesse, ensuite, de participer à la traque des génocidaires réfugiés en France. Comme l'association, elle cessa de fait de promouvoir cette « loi de Survie » et s'engagea toute entière dans la lutte contre la Françafrique.

structura en association, la bataille s'annonçant plus longue que prévue. C'est à cette époque que François-Xavier Verschave arriva à Survie.

Les mobilisations se poursuivirent, et en 1987 des centaines de députés et sénateurs s'engagèrent à en porter l'idée. Elle fut traduite en 1989 au sein d'une proposition de loi prévoyant d'affecter « un millième des ressources françaises » (0,1 % du PIB français) à des projets de développement concrets, menés avec les sociétés civiles sur des territoires délimités... qui ne fut jamais inscrite à l'ordre du jour du Parlement.

## Oreille attentive

« Permanente bénévole » au siège de Survie, combien d'opposants et victimes de dictatures africaines soutenues par la France a-t-elle pu rencontrer ? Eric SanJuan, militant dans les années 1990, se souvient : « Elle travaillait principalement à l'oral, sans laisser de traces, avec très peu de notes, ce qui rasurait ses interlocuteurs. Elle s'est retrouvée au centre d'un incroyable réseau de confidences plus ou moins indicibles. Je ne l'avais pas réalisé à l'époque, mais son travail d'écoute était essentiel pour les victimes et proches des celles-ci. » Les archives de Survie regorgent aussi de fax reçus au siège et adressés à Sharon (parfois depuis une prison, comme une lettre du journaliste camerounais Pius Njawe, transmise grâce à un proche). Plusieurs opposants togolais, djiboutiens, tchadiens (comme son ami Ngarledji Yoron-gar) doivent en partie leur salut à sa capacité à harceler de fax et de coups de téléphone le Quai d'Orsay et l'Elysée...

En parallèle, Sharon Courtoux menait un intense travail de lobbying au sein de plateformes inter-associatives pour muscler le discours des ONG sur des pays comme le Tchad, le Congo ou le Togo, les convaincre d'interpeller les décideurs et « d'appeler un chat un chat », comme elle disait.

Bien moins connue que Verschave, qui s'appuyait sur son travail et sur sa connaissance des opposant.e.s, elle continua sans relâche à combattre la Françafrique, se rendant quotidiennement à Survie jusque fin 2008, où elle fut renversée accidentellement par une moto. Mais elle poursuivit son travail depuis chez elle, la flamme militante toujours aussi vive. Ce n'est qu'en 2014, suite à un grave malaise, qu'elle lâcha son ordinateur et son téléphone, ses seules armes. Le 26 juillet dernier, à 85 ans, elle nous quittait dans un dernier clin d'œil : comment ne pas croire qu'elle ait décidé de poursuivre jusque dans la mort Pierre Péan, voix des complices du génocide des Tutsis qui s'était éteinte la veille ?

Thomas Borrel et Laurence Dawidowicz

## Aux origines de Survie

Avec deux amis, Jean Fabre lança en 1981 l'idée d'un « appel des prix Nobel » pour faire évoluer l'aide au développement, dont l'inefficacité se traduisait par la mort chaque année de 40 000 enfants, victimes de ce qu'ils appelaient « l'extermination par la faim ». Ce manifeste affirmait : « Il faut que tous et chacun donnent valeur de loi au devoir de sauver les vivants, et de ne pas exterminer, que ce soit même par inertie, par omission ou par indifférence ». Fin 1984, la 'campagne Survie' pour une telle loi se

# UNE VIE EN FRANÇAFLRIQUE

**Le décès de Pierre Péan, le 25 juillet dernier, a donné lieu à un concert d'éloges dithyrambiques dans la presse française, presque sans la moindre fausse note, et même à un hommage du Président de la République : à un grand serviteur, la propagande et le pouvoir reconnaissants. Il convient donc d'apporter le bémol à la romance et la nuance à l'image d'Épinal.**

**P**ierre Péan a travaillé essentiellement en Françafrique, dont il connaissait tous les tireurs de ficelles, barbouzes, politiciens, services secrets, spéciaux et parallèles. Son rôle n'a pas été exactement ni uniquement celui d'un journaliste mais celui d'un agent dans l'arène politique. Il fait irruption dans cette arène avec le missile nommé *Les diamants de Giscard*, tiré le 10 octobre 1979 depuis les colonnes du *Canard enchaîné*, contre le président de la République en exercice, lequel, affaibli par cette affaire, céda la place à François Mitterrand en mai 1981. Les documents produits venaient des archives de Bokassa raziées par le service action lors du coup de main qui renversa l'empereur centrafricain le 21 septembre 1979, pour lui substituer un dirigeant plus docile, amené dans les soutes. Autant dire que c'était un coup de politique politicienne franco-française. Beau début.

En 1983 Pierre Péan publie *Affaires africaines*, qui dénonce la mainmise des réseaux Foccart sur l'émirat gabonais du pétrole, principale ressource du parti gaulliste. C'est le moment où le parti socialiste au pouvoir cherche à prendre sa part de la rente africaine. On le verra quand éclatera l'affaire du Carrefour du développement en 1986. Là aussi ce n'est pas l'idéal tiers-mondiste, comme cela a pu être claironné, qui est le moteur mais la lutte

entre les clans politiques français. La preuve en est que, plus tard, en décembre 2000, quand Jean-Christophe Mitterrand, conseiller Afrique à l'Élysée de 1986 à 1992, se trouvera impliqué dans le scandale de l'Angolagate, mis en examen et incarcéré pour trafic d'armes et corruption, c'est Pierre Péan qui monte au créneau pour prendre sa défense dans *L'Obs*. On est loin de la défense du Tiers-monde.

Péan revient sur Foccart en 1990 avec *L'homme de l'ombre*, biographie à charge du grand manitou françafricain. C'est au contraire une biographie à décharge qu'il produit dans *Une jeunesse française*, en 1994, pour exposer, avec l'accord et les souvenirs de l'intéressé, le parcours sinueux, dit « complexe », de François Mitterrand dans les années 30 et 40. On a présenté indûment ce livre comme le premier à dévoiler le passé vichyste de Mitterrand. Catherine Nay l'avait déjà fait sans indulgence dans *Le noir et le rouge* en 1984. En fait il fallait déminer un terrain que Jean-Edern Hallier menaçait de faire exploser depuis 1982, projet auquel l'Élysée fera obstruction par tous les moyens de police et d'espionnage et qui ne paraîtra qu'en 1996, intitulé *L'honneur perdu de François Mitterrand*, suivi la même année par *Les puissances du mal*.

Le dernier combat politique de Pierre Péan sera celui de trop. Il s'engage en effet

dans la défense de la politique française au Rwanda sous la présidence de François Mitterrand et fait paraître, en novembre 2005, un livre indigne, *Noires fureurs Blancs menteurs* (voir le compte-rendu du livre dans *Billets d'Afrique* n° 44, février 2006). En fait d'enquête et de documentation l'ouvrage est un tissu de fables, d'assertions péremptoires, de références aussi sérieuses que celle du raciste d'extrême-droite Bernard Lugan, d'agressions haineuses, notamment contre Survie, présentée comme stipendiée pour faire la propagande de Kagame. Il en cite pour preuve le témoignage d'une provinciale venue dans les bureaux de l'association, alors avenue du Maine, qui y constate la présence de plusieurs ordinateurs (*sic*). Ouvrage grossièrement partisan, que l'aveuglement rend finalement ridicule.

Loin d'être l'enquêteur scrupuleux qu'on a décrit complaisamment, Pierre Péan a mis son travail de journaliste au service d'un clan politique, non le moins pernicieux, engagé dans des rivalités de clocher dans la poursuite d'un même but : contrôler l'Afrique et les Africains. Mort il a fait l'unanimité de la classe politique et médiatique comme le héraut que la France de la classe dirigeante mérite, hélas !

*Odile Tobner*

## SOUTENEZ-NOUS : ABONNEZ-VOUS !

**Pour décrypter la politique de la France en Afrique, retrouvez chaque mois dans votre boîte aux lettres douze pages d'analyse critique des principaux faits de l'actualité franco-africaine. Billets d'Afrique est entièrement réalisé par des bénévoles, militants-e-s au sein de Survie, une association qui dénonce la Françafrique depuis 1984.**



**OUI, je m'abonne pour un an (soit 11 numéros) à Billets d'Afrique. Je renvoie ce bulletin complété, accompagné de mon paiement à : Survie - 21ter, rue Voltaire - 75011 Paris**

**OUI, je souhaite recevoir Billets d'Afrique au format numérique, par email, plutôt qu'en papier.**

nom :   
prénom :   
adresse :   
code postal :   
ville :   
email :

### TARIFS

**France : 25 €**

**Petits budgets : 20 €**

**Étranger et Outre-mer : 30 €**